

## Néolibéralisme de province : un cas d'étude

**Dario Colombo**

Università di Genova-Dipartimento di Scienze della Formazione

**Manuela Porcu**

Università di Cagliari-Dipartimento di Giurisprudenza

### Résumé

La recherche en sciences sociales a étudié les processus de néolibéralisation en se concentrant sur les grands centres urbains. Cet article en décrit à l'inverse l'impact sur une petite ville du Nord de l'Italie, Savone. Ville industrielle jusqu'aux années quatre-vingts, après la crise de sa vocation productive, Savone a été convertie, conformément aux discours de l'élite locale, à une économie tertiaire avancée et de tourisme. L'article s'interroge sur cette rupture et montre comment la crise industrielle a permis de mettre en place un programme de spéculation immobilière dont l'utilité socio-économique peut être questionnée, même si ce dernier est fortement soutenu par les autorités locales. Les conséquences de cette restructuration du tissu urbain sont une polarisation sociale accrue, une diminution de l'espace public et un affaiblissement de la structure productive.

*Mots-clés : Néolibéralisation – province – spéculation immobilière – désindustrialisation – Italie – Savone*

### 1. L'impact du néolibéralisme sur la ville

Au cours de la dernière décennie, le fossé s'est creusé de manière patente entre les politiques socioéconomiques actuelles et la doctrine néolibérale originale. Les formules utopiques de Hayek (1960) ou de Friedman (1962) prônaient un retrait quasi total de l'État pour laisser agir les mécanismes dits vertueux du libre marché. Or la gouvernamentalité du libéralisme avancé (Hindess, 2008 ; Miller, Rose, 2008) est tout sauf un laissez-faire : à tous les niveaux de gouvernement, de celui de l'individu (Ong, 2006 ; Nadesan, 2008) jusqu'à celui de l'échelle globale (Larner, Walters, 2008), elle met en œuvre une série de processus réglementaires, de dispositifs de sécurité (Foucault, 2004), de formes d'interventionnisme, tournés vers la marchandisation de toutes les sphères sociales.

L'attention s'est focalisée sur les transformations de la ville néolibérale pour deux raisons principales :

La première concerne l'importance politique que les principaux pays européens ont accordé au contexte urbain en adoptant une série de réformes (Le Galès, 2011 ; Di

Gaetano, Storm, 2003). Dans le cadre de la redéfinition des responsabilités entre les gouvernements nationaux, supranationaux et locaux, ces réformes ont rendu plus visible et frappant le lien entre la gouvernance urbaine et la population. En outre, les infrastructures institutionnelles des gouvernements locaux ont été restructurées dans le but de promouvoir l'intégration entre les activités de l'administration publique et le capital privé. L'accent a été mis sur les processus de gouvernance urbaine engageant une série de restructurations du pouvoir qui visent à construire de nouvelles modalités gouvernementales, communément appelées réseaux, dotés au niveau local, de leurs propres centres névralgiques, leurs destinataires et leurs propres mécanismes de légitimation. Les villes deviennent ainsi des laboratoires pour des modèles de développement endogène fondés sur la mobilisation et l'*empowerment* de toutes les ressources présentes. Ces évolutions ont été considérées par Harvey (1989b) comme un passage du *managerialisme* à l'*entrepreneurialisme* urbain qui marque la nécessité pour les villes d'agir comme des entrepreneurs compétitifs afin d'attirer des capitaux privés, des investissements, des touristes et de nouveaux habitants.

La seconde raison est interne aux sciences sociales. Elle provient du constat que la fin de la période fordiste et keynésienne n'a pas correspondu à un paradigme socio-économique homogène mais plutôt à une longue phase de restructurations instables, variées et contradictoires (Amin, 1994 ; Jessop, 2002a ; Peck, 2010 ; Brenner, Peck, Theodore, 2010). Parallèlement à la destruction progressive des structures keynésiennes, à partir des années quatre-vingt-dix, a commencé une phase plus proprement créative du néolibéralisme. Cette période a conduit à une série de tentatives visant à affirmer les logiques du marché, aussi bien qu'à en limiter les défaillances éventuelles et les conséquences sociales et économiques insoutenables. L'espace urbain joue un rôle fondamental comme théâtre privilégié des changements en cours : les villes deviennent les « arènes » des projets politiques néolibéraux (Brenner et Theodore, 2002) et acquièrent, en même temps, une fonction prépondérante dans la reproduction des processus de néolibéralisation (Peck et Tickell, 2002).

Dans son impact sur la ville, le néolibéralisme révèle ses capacités métamorphiques et son pouvoir d'adaptation à des contextes socio-économiques et institutionnels spécifiques (Brenner, Peck, Theodore, 2009 et 2011), ainsi que sa capacité à coexister facilement avec d'autres idéaux-typiques de gouvernement : le néo-autoritarisme, le néo-communautarisme, le néo-étatisme, etc. (Jessop, 2002b ; Krinsky, 2007). Les transformations urbaines ne sont pas le simple effet d'une unique formule centrée sur la spontanéité du marché. Elles dépendent fortement du contexte dans lequel elles s'inscrivent et dont elles reflètent les spécificités. Mais elles reflètent aussi les conflits et les compromis mis en œuvre pour garantir un climat favorable aux

capitaux privés. Les transitions entre les structures héritées et les stratégies actuelles de régulation représentent donc des moments fondamentaux pour l'étude de l'enracinement et de la territorialisation des préceptes néolibéraux (Brenner et Theodore, 2002b ; Peck et Tickell, 2002).

Malgré la variété des pratiques néolibérales, on peut trouver des dénominateurs communs à ce processus : en premier lieu le démantèlement progressif des agences publiques chargées de répondre aux besoins sociaux et de fournir des services à la collectivité (Colombo, 2013) ; l'augmentation des dispositifs de contrôle et de surveillance des espaces avec comme conséquence une polarisation socio-spatiale accrue (Davis, 1990) ; la managérialisation des institutions, concomitante du développement d'agences hybrides publiques-privées pour la gestion des services (Clarke, 2004) et enfin la réduction progressive des espaces publics, érodés par la spéculation immobilière (Palidda, 2011).

Le rôle des agents économiques privés devient central : leurs investissements sont considérés comme le moteur nécessaire au développement de la ville. En dépit du non interventionnisme étatique professé par les théories néolibérales, les acteurs privés ont bénéficié au niveau local du soutien politique et économique des gouvernements du capitalisme avancé, tout comme ce fut le cas dans la finance mondiale (Harvey, 2005, 2006 ; Saad-Filho, Johnston, 2005 ; Howard, King, 2008 ; Gallino, 2011).

Le paysage urbain qui en dérive est fragmenté et chaotique. Le développement de la ville est sans lien avec la planification et dépend plutôt des choix des investisseurs (Dear, Flusty, 1998). Le plan de la ville devient un ensemble de lieux indépendants : un « archipel » d'espaces (Soja, 2000), socialement homogènes et contrôlés, tels que les *gated communities*, les parcs à thème ou les quartiers gentrifiés, nouveaux symboles des inégalités sociales.

## 2. Une ville de province comme cas d'étude

La plupart des études récentes ont mis l'accent sur la pénétration du néolibéralisme dans les grands centres urbains. Toutefois, il est également utile d'enquêter sur des espaces de dimensions plus réduites, en particulier dans le contexte européen qui a historiquement privilégié une urbanisation de villes petites et moyennes (Mumford, 1961). Le cas italien est paradigmatique : selon les résultats provisoires du recensement 2011, seulement 11,78% de la population habite dans des villes de plus de 500 000 habitants (données ISTAT ; [demo.istat.it](http://demo.istat.it)). Les territoires urbains qui dominant dans l'économie mondiale et qui arrivent à rivaliser pour la division spatiale du travail et de la consommation, ainsi que pour la redistribution des ressources et des fonctions de commandement (Harvey, 1985) ne sont certainement

pas les seuls intéressés par les logiques néolibérales. Même les plus petits centres urbains souffrent de l'influence des « *mantras* » de la privatisation et de la déréglementation (Harvey, 2000 : 176) et ils doivent se réinventer suite à la réduction des transferts monétaires provenant de l'État et à la redéfinition des responsabilités et des tâches gouvernementales.

Au niveau local, l'une des principales caractéristiques du cadre de légitimation des pratiques néolibérales consiste à attribuer les transformations socioéconomiques à des phénomènes macro et exogènes tels que la mondialisation, la délocalisation des activités manufacturières, la crise économique, la tertiarisation ou la financiarisation de l'économie. Ces références à des processus extra-locaux peuvent contribuer à considérer les changements des villes en termes déterministes et, par conséquent, à occulter les choix de gestion de la chose publique qui les ont encouragés. Cela a pour effet immédiat une dépolitisation des questions sociales. En effet, les facteurs externes sembleraient changer les destins des espaces urbains presque comme un *deus ex machina* qui agit au-dessus de la volonté des classes dominantes locales. Concentrer l'analyse sur des réalités de dimensions modestes permet de mettre en évidence et de façon très claire les stratégies et les responsabilités qui sont à la base des processus de néolibéralisation.

L'objectif de cet article est ainsi de documenter la transformation néolibérale d'un petit centre urbain italien. Chef-lieu du département homonyme, Savone est une ville de 60 000 habitants et une agglomération d'environ 100 000 habitants. Surplombant la mer Ligure, elle est située à 40 kilomètres de Gênes et à environ 150 kilomètres de Turin et de Nice. Stratégiquement située dans le « triangle industriel » Turin-Gênes-Milan, elle a développé après la Seconde Guerre mondiale une économie fondée sur l'industrie sidérurgique et métallurgique, ainsi que sur les activités portuaires. Politiquement dominée par le Parti Communiste Italien, Savone reste une ville ouvrière et industrielle jusqu'aux années quatre-vingts. La ville entre alors dans une longue période de crise économique et démographique : les industries ferment, le taux de chômage augmente, la population baisse et vieillit. La diminution de la population s'est concentrée au summum de la crise industrielle, entre 1975 et 1990, lorsque les jeunes ménages commençaient à s'établir dans les grands centres urbains voisins (Turin, Milan, Gênes). Ce phénomène, conjugué à un taux de fécondité bien inférieur à celui du renouvellement démographique, a provoqué un net vieillissement de la population. Savone, en 2010, occupait la deuxième place pour son taux de vieillesse (pop.  $\geq$  65 ans / pop. 0-14 X 100) parmi les chefs-lieux des départements italiens (265,89) et détenait la valeur la plus haute (47,46) pour ce qui concerne le taux de dépendance vieillesse (pop.  $\geq$  65 ans / pop. 15-64 X 100). Le taux de fécondité était de 35,87 pour mille et le taux de natalité de 7,5, pour des valeurs nationales bien plus élevées (40,59 et 9,29) (données ISTAT ; [sitis.istat.it/sitis/html/](http://sitis.istat.it/sitis/html/)).

Le cas de Savone renvoie, à une échelle réduite, aux transformations urbaines de quelques-uns des principaux centres de la Méditerranée qui ont considéré leur *waterfront* comme le pivot de leur développement urbain : Barcelone, Valence, Gênes, Marseille, Naples (Palidda, 2011). Dans la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix, Savone se tourne vers un nouveau modèle de développement, fondé sur la production de logements, et qui privilégie le tertiaire avancé et le tourisme. Ce changement de vocation a été fortement voulu par la classe dirigeante locale, qui se caractérise par trois traits principaux : la stabilité du pouvoir politique, le rapprochement progressif entre les pouvoirs politique et économique, la convergence des plus grands groupes d'entrepreneurs locaux vers l'immobilier.

Premièrement, depuis la Seconde Guerre mondiale les conseils municipaux ont toujours été, sauf en une occasion, dominés par la gauche (reflet de la structure du Parlement). Les maires étaient membres du PCI (Parti Communiste Italien) puis de son héritier, le PD (Parti Démocratique). Pour ceux qui croient que le néolibéralisme est l'apanage des forces politiques conservatrices, Savone (appelée « la ville rouge » jusqu'à la fin des années quatre-vingts) constitue donc un contre-exemple. Deuxièmement, depuis les années quatre-vingt-dix, une osmose entre acteurs politiques et économiques qui a orienté les transformations urbaines. En témoignent les affiliations des maires : le maire de Savone de 1998 à 2005 était président de la Ligue des coopératives du secteur du bâtiment ; le maire actuel était président de la société publique IPS (*Investimenti Produttivi Savonesi*), chargée de transformer une zone industrielle du centre-ville en galerie marchande afin de distribuer les fonds publics à des entreprises privées ; le futur candidat de gauche à la mairie, avant d'entrer en politique, était secrétaire général du syndicat le plus important du pays, fortement critiqué par ailleurs pour ne pas s'être opposé à la désindustrialisation dans la zone portuaire. En ce qui concerne les acteurs économiques, au cours des vingt dernières années, les groupes d'entrepreneurs locaux ont commencé à investir dans le secteur immobilier : c'est le cas de la multinationale Demont opérant dans la sidérurgie et la construction navale, du GF Group, leader mondial dans l'import-export de fruits et légumes et du Campostano Group, opérant dans les services portuaires. L'Autorité Portuaire elle-même a fortement poussé au développement résidentiel des zones industrielles du port.

Les réflexions présentées ici sont le résultat d'une recherche que nous avons menée entre 2007 et 2012, dans un double but. Nous avons d'abord voulu révéler la contingence des choix opérés par les classes dirigeantes, en montrant que ces choix n'étaient pas les seuls possibles. En second lieu, le but était de raisonner sur le lien entre l'élimination du patrimoine industriel et la spéculation immobilière. Le déplacement du centre de gravité économique a été concomitant du processus de privatisation qui a touché non seulement les biens et les services publics mais, plus

largement, la planification urbaine. L'assertion néolibérale selon laquelle l'initiative économique privée doit être privilégiée au détriment de l'action de l'administration publique a conduit à une légitimation politique immédiate de n'importe quelle stratégie privée. Après avoir recueilli les données démographiques, politiques et économiques et après avoir réalisé des entretiens avec des témoins privilégiés, nous avons construit une base de données comprenant environ 6 000 articles d'un journal local relatifs à la période 1997-2011. Les résultats de l'analyse sont détaillés dans Colombo, Laterza, et Porcu (2012). Tous les articles analysés et cités ici sont tirés du quotidien *Il Secolo XIX*.

Le cas de l'Italsider, industrie sidérurgique qui marque l'histoire économique de la ville depuis la seconde moitié du XIXe siècle, est emblématique des transformations néolibérales et des relations entre coalitions politiques et acteurs économiques. L'usine, bien qu'encore en état de fonctionner (Lugaro, 2007), a en effet été désaffectée pour laisser la place à un immeuble imposant en forme de demi-lune, conçu par l'architecte Ricardo Bofill. Elle avait été achetée début 1999 par l'Omsav, société possédée à 30% par l'Ilva (publique) et à 70% par des particuliers (Penner, 2010). Parmi ces derniers, on retrouve des personnalités de premier plan de la vie économique et politique de la ville, comme les Présidents de la Ligue des coopératives et de l'Union Industrielle. Une partie des entrepreneurs de l'Omsav apparaît dans une société immobilière créée en 1991 ayant pour but le réaménagement des espaces industriels de l'Italsider. La localisation stratégique des terrains (environ 55 000 m<sup>2</sup> et des bâtiments situés en plein centre-ville et avec vue sur la mer) les rendait particulièrement attractifs, et faisait entrevoir des opérations spéculatives qui en auraient démultiplié la valeur. En 1994, l'usine ferma ses portes de manière si suspecte que cela attira l'attention du Parquet de Savone. La connivence des institutions politiques avec les particuliers avait permis le changement d'affectation du sol, alors que le règlement de planification urbaine n'autorisait pas un usage résidentiel.

### 3. Spéculation et croissance urbaine

Entre le début des années quatre-vingts et 1997, la construction de logements à Savone reste à peu près stationnaire. En 1997, un nouvel ensemble résidentiel est inauguré. C'est le début d'une phase d'expansion : en l'espace de quatre ans, on jette les bases économiques et politiques d'une augmentation significative de la production de logements. Le climat est *bipartisan* : l'administration municipale est de centre gauche, mais le premier document synoptique de planification urbaine (*Piano Pluriennale di Attuazione 1998-2002*) est un héritage de l'administration précédente, de centre droit. Le Plan prévoit environ 1 000 nouveaux logements, dont 2/3 haut de

gamme, une prévision amplement dépassée par l'expansion urbaine des quinze années suivantes.

L'impact sur la géographie de la ville est considérable et concerne tous les quartiers. Les immeubles de logement remplacent les usines désaffectées. Les différentes initiatives immobilières prennent, ironiquement, les noms des industries précédentes : ex-Metalmetron, ex-Balbontin, ex-Italsider, ex-Magrini, etc. L'exemple de Savone rappelle les considérations de H. Lefebvre (1970) quant au remplacement, dans la production de l'espace, de l'industrialisation par l'urbanisation. Si les processus urbains peuvent être compris à partir du mode de production et d'accumulation du capital (Harvey 1978, 1985, 1989), il est clair qu'ici la crise de l'industrie a été la condition nécessaire à une vaste coulée de béton. Les trajectoires nouvelles et instables de la division géographique du travail, consécutives aux processus globaux de néolibéralisation des années quatre-vingts, ont placé les entrepreneurs locaux devant un dilemme : investir dans la compétitivité d'entreprises encore techniquement à l'avant-garde dans l'industrie, le commerce international ou les services portuaires ou bien devenir une classe de rentiers, en exploitant leur position de pouvoir et les propriétés foncières qu'ils avaient accumulées.

La disparition progressive du secteur primaire a créé directement le surplus de capital à réinvestir dans ce que D. Harvey appelle le circuit secondaire de l'accumulation. Il ne s'agit pas proprement de suraccumulation mais de l'abandon de l'industrie qui, en fait, a libéré les capitaux nécessaires. En outre, la démolition des actifs des entreprises industrielles a offert à la spéculation de vastes territoires, dont le changement d'affectation a produit d'énormes profits. Ce surplus du capital, absorbé par le territoire (*spatio-temporal fix* selon Harvey, 2003), n'a plus aucun sens social ni économique, étant en plus complètement improductif quant au capital total. Néanmoins, cela a représenté une énorme occasion d'enrichissement pour les investisseurs locaux.

L'expansion urbaine de Savone suit ainsi les lignes de l'urbanisation néolibérale, devenue au niveau international l'une des trajectoires majeures de l'expansion du capital (Miró Vives, 2011). Il existe un lien étroit entre particuliers et administration publique, une forte complémentarité entre pouvoir économique et pouvoir politique, ou, en d'autres termes, entre marché et État. Afin de créer un climat favorable aux investissements, le gouvernement local a été le promoteur direct de projets immobiliers. C'est pourquoi, la participation à des projets de requalification urbaine, ministériels (PRUSST, *Piano di Riqualificazione Urbana e Sviluppo Sostenibile del Territorio*, 1999 ; *Contratto di Quartiere*, 2004), régionaux (*Programma Operativo Regionale* de 2008) et communautaires (Urban II, 2000) n'a pas comme seul but celui

d'obtenir des financements<sup>1</sup>. L'objectif principal est plutôt de construire un nouveau schéma de gouvernance des rapports entre la municipalité et les entrepreneurs locaux, afin de contourner les procédures bureaucratiques de durée habituellement indéterminée et, par conséquent, de réduire les risques d'investissement. La participation à ces projets a permis non seulement de canaliser les forces économiques du territoire vers le secteur immobilier, mais elle a aussi été une condition nécessaire pour des interventions importantes sur le tissu urbain en l'absence d'un plan général d'urbanisme. Après l'adoption du Plan Local d'Urbanisme de 1977, s'est ouverte une période 34 ans de planification par instruments de programmation extraordinaires (Urbinati, 2012).

Les conséquences sont paradoxales, comme l'indique le rapport entre la démographie et les volumes résidentiels construits. La population résidente à Savone qui avait augmenté tout au long du siècle dernier, commence à baisser à partir des années 1970. Cette tendance se poursuit jusqu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle, quand la population se stabilise autour de 62 000 habitants. Bien que le taux d'accroissement naturel continue à être négatif, le taux d'accroissement démographique augmente du fait de l'afflux de population étrangère, qui entre 2002 et 2012 augmente de 413%. Sur une longue période, la chute démographique est cependant significative : entre 1971 et 2012, la population passe de 79 809 à 62 786 habitants, soit une baisse de 21,3% (données ISTAT : [demo.istat.it](http://demo.istat.it) ; [sitis.istat.it/sitis/html/](http://sitis.istat.it/sitis/html/) ; [dati.istat.it/Index.aspx](http://dati.istat.it/Index.aspx)). Si l'utilité socioéconomique d'un logement est liée au fait d'être habité, les résultats pour les nouveaux ensembles résidentiels devraient être proches de zéro. Pourtant, les permis de construire délivrés par la municipalité entre 1996 et 2011 s'élèvent à près 550 000 mètres cubes<sup>2</sup> pour le secteur résidentiel (graphique 1). Une analyse de la presse permet de mesurer qu'au cours de la période 1997-2011 un volume de 163 440 m<sup>2</sup> de logements privés a été réalisé. De nouvelles interventions pour 115 820 logements privés supplémentaires et 30 000 m<sup>2</sup> de logement public sont prévus (Tremila case vuote. Alleanza anti-cemento, 10 mai 2011). Soulignons en outre que la sur-offre d'habitations ne couvre pas tous les segments de la demande réelle.

---

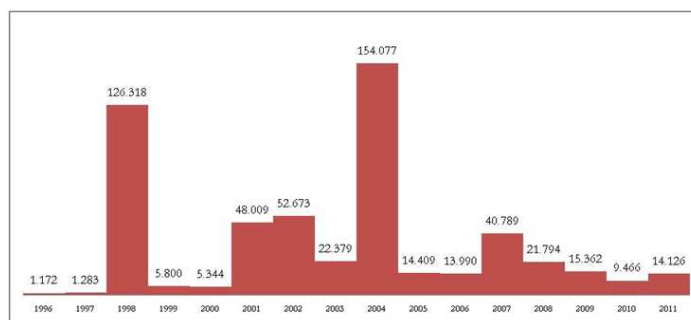
<sup>1</sup> Le PRUSST a été le cadre légal et administratif du réaménagement du port. Face à un financement public d'environ 2,5 millions d'euro, le plan a intéressé 22 entreprises privées et des investissements de plus de 500 millions. ([comune.savona.it](http://comune.savona.it)). Le POR porte sur les mêmes zones, avec des investissements de plus de 300 millions, dont seulement 20% sont constitués d'investissements publics. Un autre exemple est le Contratto di Quartiere Savona-Ponente, qui a procuré à la ville 8 millions de fonds régionaux. Ce programme comprenait le réaménagement de la Metalmetron, une usine métallurgique qui avait fait faillite en 1991 et avait été remplacée par le centre commercial « Le Officine », construit grâce à un investissement privé de près de 100 millions et à un changement d'affectation du sol contesté (données Archivio del Comune di Savona).

<sup>2</sup> En Italie, on mesure les progrès de la construction en mètres cubes et non en mètres carrés, unité utilisée surtout pour la vente des logements. Par mètre cube on entend le volume occupé dans l'espace par une construction.



Au cours de la dernière décennie, la demande de logements sociaux a augmenté de façon exponentielle, alors que les appartements vides en ville sont estimés entre 3500 et 5000 unités (voir Colombo 2012)

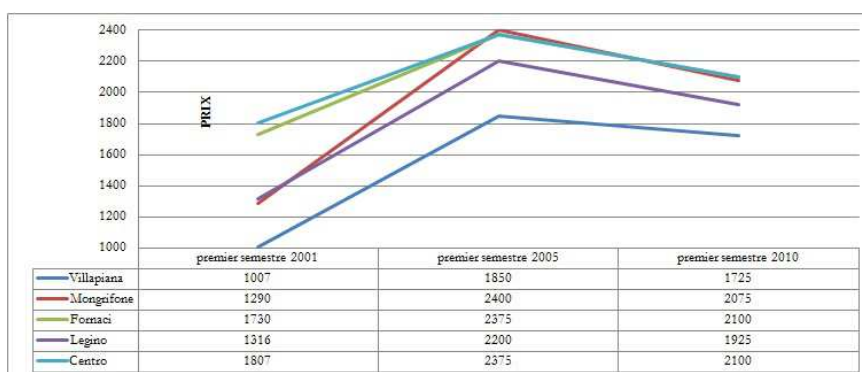
**Graphique 1. Permis de construire pour des logements (nouvelles constructions + agrandissements), 1996- 2011, données en mètres cubes**



Sources : élaboré par les auteurs à partir de données ISTAT et Settore Pianificazione Territoriale e Ambientale Comune di Savona

En supposant que le parc de logements représente l'offre, et le nombre de résidents la demande, on devrait donc s'attendre à une longue baisse des prix qui mènerait à un prix d'équilibre toujours plus bas.

**Graphique 2. Valeurs moyennes (€/m<sup>2</sup>) des logements en vente dans certains quartiers de Savone, 2001-2011**



Source : élaboré par les auteurs à partir de données de la Federazione Italiana Agenti Immobiliari Professionali

**Tableau 1. Valeurs (€/m<sup>2</sup>) pour trois types de logements, 1996-2010**

T Y P O L O G I E D E L O G E M E N T	1996	2010
Économique en bonnes conditions dans un quartier central	1.450-1.550	1.950-3.800
Récemment en excellentes conditions dans un quartier proche du centre	1.550-1.700	2.150-3.200
Économique en bonnes conditions en périphérie	830-1.030	1.600-2950

Source : élaboré par les auteurs à partir de données Agenzia del Territorio-Osservatorio del Mercato Immobiliare

Or malgré une légère baisse au cours des cinq dernières années, due à la saturation du marché local et aux effets de la crise économique, toutes les valeurs ont augmenté et, dans certains cas, elles ont plus que doublé. Le graphique 2 et le tableau 1 montrent l'évolution du prix de vente des différents types d'habitation, selon deux sources de données. Alors que le marché est devenu atone (Nomisma, 2011), les prix ne montrent aucun signe de cette situation et restent à un niveau élevé. Mais ces valeurs pourront-elles être maintenues ?

Si Savone, après la crise industrielle, a suivi une stratégie économique, celle-ci s'est fondée sur une hyper évaluation de son patrimoine immobilier. Les habitants, pour près de 80% propriétaires du logement où ils résident, sont tout à coup devenus plus riches. Toutefois, les analyses immobilières indiquent que la valeur d'un logement dépend en grande partie de l'attractivité d'un territoire (Thomsett, Kahr, 2007 ; Thrall, 2002). À Savone, à la suite de la baisse démographique et de l'augmentation de l'offre de logements, de plus en plus, les immeubles ont tendance à rester vides. Pour l'avenir, se pose une fausse alternative : ou bien l'on accroît l'attractivité du lieu en baissant la valeur des logements, ou alors, on renonce à attirer de nouveaux résidents et donc les prix des immeubles baisseront en raison de l'impossibilité de les vendre. Dans les deux cas, la population sera appauvrie.

Cette question renvoie aux changements dans la stratification sociale. La reconversion socio-économique était fondée sur l'idée de faire de la ville un lieu plus attrayant pour les classes aisées. En parallèle, l'abandon du secteur manufacturier et la tertiarisation de l'économie, ici comme ailleurs, ont comporté une perte de la valeur (économique et politique) du capital variable. En 2009, seulement 5% de la population en âge de travailler et 9% de la population active étaient employés dans le secteur industriel. Il n'y avait que 2 entreprises manufacturières de plus de 50 salariés. Le passage vers les activités tertiaires a concerné le commerce (26,6%), la restauration (8,4%), les activités immobilières, professionnelles et informatiques (25,9%). Les employés dans le secteur du bâtiment représentent 11,6% de la population active (données Archivio Statistico Imprese Attive). Dans le département

de Savone, les activités industrielles employaient 15 052 travailleurs en 1991. Vingt ans après, ce nombre est de 9072 salariés (données ISTAT). Le résultat de la reconversion est une augmentation de la polarisation sociale : l'ancienne classe ouvrière, autrefois protégée par un système de protection sociale fort, se désagrège dans une nouvelle prolétarisation. Selon les données de l'Observatoire du marché du travail du département, en 2011, 76,62% des nouveaux contrats de travail sont atypiques ou à durée déterminée ; ce pourcentage s'élève à 86,32 pour la classe d'âge 21 - 30 ans. Une autre question préoccupante est celle de la population inactive en âge de travailler, qui dépasse les 53% (Ufficio Economico CGIL Liguria 2012 : 31). Le taux d'emploi était de 62,1% en 2011 (données Istat) ; sur une population active d'environ 118 000 personnes, 19 933 étaient inscrites à l'Agence de l'emploi du département (données Provincia di Savona). En outre, le travail dissimulé continue à augmenter, comme le confirme l'agence chargée des contrôles : en 2010, sur 784 entreprises visitées, dans 75% des cas, des irrégularités ont été constatées (Ufficio Economico CGIL Liguria, 2011 : 23). Les luxueux appartements seront-ils achetés par les jeunes travailleurs précaires, les travailleurs au noir du tertiaire ou les migrants pour la plupart employés dans l'industrie du bâtiment ou dans l'assistance à domicile aux personnes âgées ? Parmi les acheteurs des appartements de l'immeuble en forme de demi-lune évoqué précédemment, apparaissent les noms d'entrepreneurs du secteur du bâtiment, d'architectes, de haut dirigeants, de politiciens, d'avocats locaux (on en trouve une liste incomplète dans l'article « Ecco il Crescent, 115 alloggi da nababbi ma anche spazi unici », 3 octobre 2010).

Il n'est pas possible de penser l'urbanisation sans considérer les activités productives sur un territoire. Cela entraîne une spirale de sous-consommation, évidente sur le marché immobilier ainsi que dans les couloirs déserts des centres commerciaux qui ont été ouverts à un rythme soutenu dans les environs de la ville. Si les cycles de production et de valorisation des marchandises sont avides de foncier, Savone, coincée entre les montagnes et la mer, n'a non plus beaucoup d'espaces libres. Le foncier a été absorbé par le processus de destruction *non* créatrice qui a irrévocablement transformé le territoire en le remplissant d'*infrastructures a-sociales*, c'est à dire d'immeubles sans habitants. Aujourd'hui, on pourrait penser avec regret aux complexes industriels délaissés par leurs propriétaires, passés à la spéculation immobilière, car bien qu'abandonnés, ils auraient pu être promis à quelque avenir socio-économique plutôt que de subir la simple, lente et inexorable dévaluation des nouveaux bâtiments construits.

Le manque de transparence lors des prises de décisions et l'absence d'une opinion publique informée comme de débat public sont quelques-unes des conditions qui ont favorisé l'affirmation presque incontestée d'une économie du béton, absolument réfractaire à une urbanisation à dimension redistributive sous forme d'ouvrages et

d'infrastructures publics. Ce gaspillage du territoire, de l'environnement et de ses ressources économiques renvoie au rapport entre l'espace et la justice spatiale dans le cadre plus vaste de la justice sociale (Marcuse, 2009). Il est la conséquence directe d'un partenariat public-privé en mesure de conjuguer le contrôle du discours public, l'influence du capital et la gestion de l'administration publique.

#### 4. Discours de légitimation

À Savone, les changements urbains des dernières décennies ont été soutenus par un ensemble de discours et de rhétoriques constitués d'arguments redondants.

Un premier *topos* concerne la nécessité de la reconversion. Il s'appuie sur une dichotomie. D'un côté on a la ville du passé, « grise » selon le maire de l'époque (*Savona deve cambiare mentalità, 9 mai 2004*), « boutiquière, fermée et triste », pour un professionnel des services portuaires également entrepreneur du bâtiment (« *Questa città deve osare di più, 6 avril 1997 ; Non capisco chi ha votato contro* », 6 mars 2002). C'est la ville à dépasser. De l'autre, on a la ville qu'il faut réaliser, un « pôle d'attraction » avec un « rôle de premier plan, une fonction de catalyseur » selon le Président de la Ligue des coopératives alors en fonction (« *Tentato dal palazzo?* », 15 juin 1997). Cette dichotomie est commune aux discours de toutes les classes dirigeantes, quelle que soit leur position sur l'échiquier politique. Les métaphores d'un passé défini en termes de déclin et de stagnation abondent : Savone est décrite comme une ville dans une « situation de lente agonie » par son maire à la fin des années 1990 (« *consiglio ci sono forze che rallentano lo sviluppo* », 10 juin 1999), une ville « en *stand by*, à la recherche d'un futur à partir duquel se remettre en jeu » et en proie à « un déclin qui semblait inévitable, incapable d'attirer des investissements publics et privés » par l'un de ses successeurs dans les années 2000 (« *Berruti, come cambio la città, 19 janvier 2006 et « Berruti : 10 pillole ad uso degli elettori* », 21 janvier 2006). Elle est assimilée à « des bas-fonds » (« *Fuksas : Ecco il mio porto turistico* », 26 mai 2006), décrite comme « en crise » par le secrétaire du département du PD (« *Le Torri Bofill come Punta Perotti* », 25 mai 2006). À cette image du passé, certaines de ses maires opposent l'image « d'une ville en transformation » (« *Berruti : 10 pillole ad uso degli elettori* », 21 janvier 2006), « un nouveau cycle de développement équilibré (...) une nouvelle phase de prospérité » (« *Il nostro è un progetto di sviluppo equilibrato* », 19 mai 2001), et « un processus de réaction face au déclin » (« *Il sindaco chiede ai giovani idee per rinnovare la città* », 12 mai 2009).

Cette périodisation normative (passé à surmonter – futur prospère à poursuivre) fait référence à deux moments distincts de l'histoire de Savone : la crise industrielle des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix est opposée à la phase de rénovation urbaine, inaugurée par les grandes interventions sur la ville. Ce n'est pas par hasard

que la dichotomie entre les deux périodes est si claire : plus le passé est dégradé, plus il est légitime de déclarer la fin de l'industrie pour laisser la place à des activités immobilières plus rentables. Pour contrer la crise de l'industrie, il faut rechercher de nouvelles fonctions, en particulier (au moins sur le plan rhétorique) la fonction touristique. L'arrivée des navires Costa Crociere, qui a conduit à la construction d'un nouveau terminal dans la vieille darse en 2003, a fait passer le trafic de passagers à 1 307 003 unités (données Savona Port Authority). Mais ces touristes sont seulement de passage : le nombre des séjours atteint 165 390, plaçant Savone à la 11ème place dans le département (données Regione Liguria). De nouveaux « symboles de la renaissance », des immeubles résidentiels pour les classes aisées. Comme l'affirme le Président de la Ligue des coopératives au sujet des nouveaux bâtiments résidentiels : « Savone a faim de logements, mais ça n'est pas seulement une question d'habitations à loyer modéré. Il y a une demande de niveau plus élevé, capable de détourner les capitaux » (« *Una torre sulla città* », 11 janvier 1997). Des lieux anonymes où consommer, ont été construits dans les zones urbaines désindustrialisées, définies comme le « symbole de la dégradation de la ville » (« *Savona deve cambiare mentalità* », 9 mai 2004). La rhétorique de la reconversion devient le fondement même de la spéculation immobilière, ce qui permet, en peu de temps, une accumulation de capital beaucoup plus importante que celle qui serait liée à l'installation de nouvelles activités de production.

En l'absence de plan d'urbanisme, le sort de la ville est en effet confié aux visions personnelles d'architectes de réputation mondiale, présentés dans les discours de l'élite urbaine comme des prophètes du développement auxquels il faut s'en remettre aveuglément. « Il y a des milliers de projets de ports, mais celui de Savone a fait le tour du monde car il contient la tour de Fuksas » (« *Martedì Fuksas in Comune per presentare il tornado* », 30 janvier 2007) ; « ce phare est une intuition géniale (...) Fuksas est un professionnel (...). Pour Savone il a pensé à cette solution unique qui doit être pour nous un motif d'orgueil et une opportunité », a déclaré le président de l'Autorité Portuaire. « Ce n'est pas un projet : c'est un œuf de Colomb. (...) C'est quelque chose d'absolument spécial et original. Il suffit de penser à l'idée de la mer qui à nouveau arrive jusqu'à la côte : ce n'est pas génial ? (...) Avant, on risquait d'être envahi par une série de petits immeubles, maintenant nous avons ce phare futuriste qui nous distinguera » (« *Canavese : è un'intuizione geniale, Parodi ; Non perdiamo quest'occasione* », 17 juin 2006, commentaire du maire d'une petite ville des environs). De même, l'apport de l'initiative privée est considéré comme providentiel ; les investissements dans la ville sont définis comme une « injection de ressources et de confiance » (« *Ecco 'sua altezza', la Torre di San Michele* », 20 mars 1997, commentaire du maire en fonction de 1994 à 1998), nécessaires au renouvellement urbain et au futur de la ville : « ou on décide de s'arrêter, ou pour les travaux publics,

il faut recourir au capital privé », déclare le maire (« *È arrivata la fase delle decisioni* », 22 août 2008).

La collaboration avec le secteur privé implique la renonciation à une direction publique du développement, abandonnée aux intérêts des entrepreneurs. Le but principal de leurs interventions est le profit, auquel sont subordonnés les biens d'intérêt commun, tels que le patrimoine historique ou le milieu naturel. L'arrêt des travaux de requalification de la darse pour sauvegarder les biens archéologiques a été commenté en ces termes par un entrepreneur local : « Il y a la Direction [des Beaux-arts et biens archéologiques] et il y a des contraintes. Mais nous aussi avons une contrainte, celle des comptes économiques, qui dépendent du temps » (« *Questa città deve osare di più* », 6 avril 1997); à ce propos, le conseiller municipal alors chargé de l'urbanisme a déclaré : « on ne peut congeler pour l'éternité des zones entières tout simplement parce qu'elles conservent des vestiges, sans doute modestes, du passé » (« *Vietato scavare sotto la città* », 9 février 1997). On considère aussi avec mépris les contraintes de l'environnement. Dans les commentaires d'un autre entrepreneur local, une espèce marine à protéger est appelée péjorativement une « moule » : « Nous parlons d'une opération de 120 millions. On ne peut pas l'évaluer en faisant des discours sur les moules (...). L'opération économique doit continuer, je ne suis pas un bienfaiteur qui investit pour le plaisir » (« *Il nuovo progetto? Sarà pronto in un mese* », 12 décembre 2009).

Il y a aussi un prix à payer du point de vue des usages de l'espace public. La ville n'est pas accueillante de la même manière pour tous ses habitants : les changements apportés limitent l'accès aux espaces publics pour qui ne se conforme pas à la nouvelle esthétique urbaine. À Savone, si les croisiéristes ou les jeunes de la *movida* sont bien accueillis, un autre traitement est réservé aux mendiants, aux sans abris ou aux jeunes qui ne consomment pas, mais qui jouent au ballon sur les places de la ville. Bien que toutes ces usages de l'espace public soient licites, certains d'entre elles sont considérés comme plus légitimes que d'autres et s'imposent grâce à la combinaison entre transformations de l'espace physique et pratiques de contrôle (Davis, 1990 ; Mitchell, 2003).

Les immeubles édifiés pour les classes aisées deviennent la métaphore des changements des dernières décennies : la tour résidentielle de Ricardo Bofill devient « l'occasion de doter Savone du symbole de son entrée dans l'an 2000, tout comme la Tour Eiffel a représenté Paris au vingtième siècle » selon le Président du département (« *Quell'area dobbiamo costruire un'opera-simbolo di Savona* » 2000, 8 décembre 2000). Les édifices et les résidences de béton et de verre se dressent au-dessus les unes des autres comme pour démontrer la transformation élitaires du territoire.

Le réaménagement de la ville a été tellement insoutenable que dans certains cas, il a fallu se rendre à l'évidence : la seule alternative à une « ville qui rétrécit », a affirmé un des maires de Savone (« *Una torre sulla città* », 11 janvier 1997), est la construction de nouveaux immeubles ; face à la baisse démographique et à l'augmentation du nombre de logements vides, il faut attirer de nouveaux résidents pour occuper les habitations construites. On tombe donc dans une sorte de tautologie de la spéculation immobilière.

Tous ces discours semblent bien faibles face au vide que laisse symboliquement cette économie du ciment. En atteste la quête sans fin d'un projet de marketing urbain destiné à refonder l'image de la ville, tâche difficile à accomplir si on la fonde presque uniquement sur un urbanisme résidentiel. Peu importe quoi, il fallait réaliser quelque chose, comme certains l'ont soutenu, attribuant à la reconversion urbaine un pouvoir quasiment magique : « Savone (...) doit s'inventer un projet-phare lié au tourisme, qui créera de nouveaux emplois » (*commentaire des syndicats*, « *Un parco acquatico sulle aree Orsa 2000* », 17 novembre 1999). En fait, les discours et les représentations n'ont pas réussi à construire un nouveau symbole pour la ville, et les édifices les plus anciens (la forteresse du Priamar ou la tour du Port) disparaissent presque parmi les nouveaux bâtiments qui les dominent en hauteur. Le projet de réaménagement de Savone a échoué, tant dans les faits que sur le plan rhétorique. Quand les discours faiblissent, les pratiques d'appropriation et de domination de l'espace réapparaissent clairement, dans ce contexte urbain de province où les moellons s'empilent les uns sur les autres.

## Conclusion

À Savone, en l'absence d'un plan général d'urbanisme, des programmes complexes (Urban, PRUSST, *Contratto di quartiere*, POR) ont été utilisés pour établir des partenariats entre les institutions et les acteurs privés et pour accélérer les procédures administratives, habituellement lentes. Mais il a manqué une planification, à la fois urbaine et économique. Les dynamiques démographiques n'exigeaient pas une augmentation des programmes résidentiels dans une ville ayant des milliers de logements vides et peu d'espace pour des activités de production. Les investissements privés, présentés par les politiciens locaux comme la seule solution possible à la crise de la ville, ont eu un caractère spéculatif et se sont concentrés sur les zones qui, de par leur position dans la ville, permettaient la construction de logements haut de gamme et de résidences secondaires. Le réaménagement des zones industrielles a été justifié par l'idée du changement de vocation de la ville, qui du secteur primaire aurait dû évoluer vers le tourisme et le tertiaire avancé. Cette transformation reste jusqu'ici purement rhétorique : le nombre de touristes n'a pas

augmenté et l'économie de la connaissance et de l'innovation n'est présente que dans les discours des représentants des institutions.

Dario Colombo a rédigé les paragraphes 1 et 3 et Manuela Porcu les paragraphes 2 et 4. Nos remerciements vont à Claudine Montfollet pour la révision du français. Ce travail de recherche a associé Luca Arrigoni, Erika Cappello et Francesco Laterza, auxquels nous adressons nos remerciements.

**A propos des auteurs : Dario Colombo**, Università di Genova-Dipartimento di Scienze della Formazione

**Manuela Porcu**, Università di Genova-Dipartimento di Scienze della Formazione

**Pour citer cet article : Dario Colombo et Manuela Porcu**, « Néolibéralisme de province : un cas d'étude », *justice spatiale | spatial justice*, n° 6 juin 2014, <http://www.jssj.org>

## Bibliographie

**AMIN, Ash (ed.)**, *Post-Fordism a Reader*, Oxford : Blackwell, 1994.

**BRENNER, Neil, THEODORE, Nik**, « Preface: From the 'New Localism' to the Spaces of Neoliberalism », *Antipode*, Vol. 34, n°3, 341-347, 2002.

**BRENNER, Neil, THEODORE, Nik**, « Cities and the Geographies of 'Actually Existing Neoliberalism' », *Antipode*, Vol. 34, n°3, 349-379, 2002b.

**BRENNER, Neil, PECK, Jamie, THEODORE, Nik**, « Neoliberal Urbanism: Cities and the Rule of Markets », in *The New Blackwell Companion to the City*, edited by Gary Bridge, Sophie Watson, 15-25, Oxford : Blackwell-Wiley, 2011.

**BRENNER, Neil, PECK, Jamie, THEODORE, Nik**, « Variegated Neoliberalization: Geographies, Modalities, Pathways », *Global Networks*, Vol. 10, n°2, 182-222, 2010.

**BRENNER, Neil, PECK, Jamie, THEODORE, Nik**, « Neoliberal Urbanism: Models, Moments, Mutations », *SAIS Review*, Vol. 29, n° 1, 49-66, 2009.

**CLARKE, John**, « Dissolving the Public Realm ? The Logics and Limits of Neo-Liberalism ? », *Journal of Social Policy*, Vol. 33, n° 1, 27-48, 2004.

**COLOMBO, Dario**, *Stato sociale e neoliberalismo*, Roma : Aracne, 2013.

**COLOMBO, Dario**, « Edilizia residenziale e mercato immobiliare » in *Paradossi Urbani. Savona tra la fine dell'industria e il neoliberalismo*, op. cit., 81-106, 2012.

**COLOMBO, Dario, LATERZA, Francesco, PORCU, Manuela** (dir.), *Paradossi Urbani. Savona tra la fine dell'industria e il neoliberalismo*, Napoli : ScriptaWeb, 2012.



- CROUCH, Colin**, *The Strange Non-Death of Neoliberalism*, Cambridge: Polity, 2011.
- DAVIS, Mike**, *City of Quartz. Excavating the Future in Los Angeles*, London: Verso, 1990.
- DEAR, Michael, FLUSTY, Steven**, « Postmodern Urbanism », *Annals of the Association of American Geographers*, Vol. 88, n°1, 50-72, 1998.
- DI GAETANO, Alan, STORM, Elizabeth**, « Comparative Urban Governance. An Integrated Approach », *Urban Affairs Review*, Vol. 38, n. 3, 356-395, 2003.
- FOUCAULT, Michel**, *Sécurité, territoire, population : Cours au Collège de France (1977- 1978)*, Paris : Seuil-Gallimard, 2004.
- FRIEDMAN, Milton**, *Capitalism and Freedom*, Chicago : The University of Chicago Press, 1962.
- GALLINO, Luciano**, *Finanzcapitalismo. La civiltà del denaro in crisi*, Torino : Einaudi, 2011.
- HARVEY, David**, « The Urban Process Under Capitalism: A Framework For Analysis », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 2, n°s 1-4, 101-131, 1978.
- HARVEY, David**, *The Urbanization of Capital. Studies in the History and Theory of Capitalist Urbanization*, Oxford-Baltimore : Basil Blackwell-Johns Hopkins University Press, 1985.
- HARVEY, David**, *The Urban Experience*, Oxford : Basil Blackwell, 1989a.
- HARVEY, David**, « From managerialism to entrepreneurialism: The transformation in urban governance in late capitalism », *Geografiska Annaler*, 71, B, 3–17, 1989b.
- HARVEY, David**, *Spaces of Hope*, Los Angeles : University of California Press, 2000.
- HARVEY, David**, *The New Imperialism*, Oxford : Oxford University Press, 2003.
- HARVEY, David**, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford : Oxford University Press, 2005.
- HARVEY, David**, *Spaces of Global Capitalism: A Theory of Uneven Geographical Development*, London : Verso, 2006.
- HAYEK, Friedrich August**, *The Constitution of Liberty*, London : Routledge & Kegan Paul, 1960.
- HINDESS, Barry**, « Liberalism: What's in a Name ? », in *Global Governmentality. Governing International Spaces*, edited by Wendy Larner, William Walters, 23-39, London : Routledge, 2008.
- HOWARD, Michael Charles, KING, John Edward**, *The Rise of Neoliberalism in Advanced Capitalist Economies. A Materialist Analysis*, London : Palgrave Macmillan, 2008.
- JESSOP, Bob**, *The Future of the Capitalist State*, Cambridge : Polity Press, 2002a.
- JESSOP, Bob**, « Liberalism, Neoliberalism, and Urban Governance: A State–Theoretical Perspective », *Antipode*, Vol. 34, n° 3, 452–472, 2002b.
- KRINSKY, John**, *Free Labor. Workfare and the Contested Language of Neoliberalism*, Chicago-London : University of Chicago Press, 2007.
- LE GALÈS, Patrick**, *Le retour des villes européennes*, Paris : Presses de Sciences Po, 2011.
- LEFEBVRE, Henri**, *La Révolution urbaine*, Paris : Gallimard, 1970.
- LUGARO, Bruno**, *Il fallimento perfetto. Il crac dello stabilimento Omsav e l'operazione immobiliare della darsena di Savona*, Milano : Viennepierre, 2007.
- MARCUSE, Peter**, « La justice spatiale: à la fois résultante et cause de l'injustice sociale », *Justice spatiale*, n°1, 58-67, 2009.

- MILLER, Peter, ROSE, Nikolas**, *Governing the Present: Administering Economic, Social and Personal Life*, Cambridge : Polity Press, 2008.
- MITCHELL, Don**, *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*, New York-London : Guilford Press, 2003.
- MUMFORD, Lewis**, *The City in History*, New York, Harcourt : Brace & World, 1961.
- NADESAN, Maja Holmer**, *Governmentality, Biopower and Everyday Life*, New York-London : Routledge, 2008.
- NOMISMA**, *Primo Rapporto Immobiliare 2011*, Bologna, 2011.
- ONG, Aihwa**, *Neoliberalism as Exception: Mutations in Citizenship and Sovereignty*, Durham : Duke University Press Books, 2006.
- PALIDDA, Salvatore** (dir.), *Città mediterranee e deriva liberista*, Messina : Mesogea, 2011.
- PECK, Jamie**, *Constructions of Neoliberal Reason*, New York : Oxford University Press, 2010.
- PECK, Jamie, TICKELL, Adam**, « Neoliberalizing Space », *Antipode*, Vol. 34, n°3, 380-404, 2002.
- PENNER, Marcello**, *Una fabbrica all'ombra del Priamar : l'industria del ferro e dell'acciaio a Savona 1861-1993*, Savona : Società Savonese di Storia Patria, 2010.
- SAAD-FILHO, Alfred, JOHNSTON, Deborah** (eds.), *Neoliberalism. A Critical Reader*, London-Ann Arbor : Pluto Press, 2005.
- SOJA, Edward William**, *Postmetropolis. Critical Studies of Cities and Regions*, Oxford : Blackwell, 2000.
- SWYNGEDOUW, Erik, MOULAERT, Frank, RODRIGUEZ, Arantxa**, « Neoliberal Urbanization in Europe: Large-Scale Urban Development Projects and the New Urban Policy », *Antipode*, Vol. 34, n°3, 542-577, 2002.
- THOMSETT, Michael, KAHR, Joshua**, *Beyond the Bubble. How To Keep The Real Estate Market In Perspective And Profit No Matter What Happens*, New York : Amacom, 2007.
- THRALL, Grant Ian**, *Business Geography and New Real Estate Markets Analysis*, Oxford : Oxford University Press, 2002.
- UFFICIO ECONOMICO CGIL LIGURIA**, *Economia e Società in Provincia di Savona: consuntivo 2010 e scenari di previsione 2011*, Genova, 2011.
- UFFICIO ECONOMICO CGIL LIGURIA**, *Il bilancio della crisi 2008-2012 nella Provincia di Savona. Scenari e previsioni 2012*, Genova, 2012.
- URBINATI, Luca**, *La pianificazione strategica e il PUC*, in *Paradossi Urbani. Savona tra la fine dell'industria e il neoliberismo*, op. cit., 173-180, 2012.
- VIVES, Miró Sònia**, « Producing a Successful City: Neoliberal Urbanism and Gentrification in the Tourist City. The Case of Palma (Majorca) », *Urban Studies Research*, <http://www.hindawi.com/journals/usr/2011/989676/>, 2011.